

PRisonniers Sans Frontières

13, rue des Amiraux

75018 PARIS

Tél : +33(0)1 40 38 24 30

E-mail : prsf@prsf.org

Site : www.prsf.org



PRisonniers Sans Frontières (PRSF)

Rapport de gestion 2019

présenté par le Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale ordinaire du 24 octobre 2020

Sommaire du rapport de gestion 2019

PRSF face aux réalités.....	3
Les missions de PRSF.....	3
La gouvernance et l’animation de PRSF.....	5
Les pays d’intervention.....	6
Benin	6
Burkina Faso.....	9
Côte d’Ivoire.....	11
Guinée.....	13
Mali.....	14
Niger.....	16
Togo.....	19
Les Comptes annuels.....	21
Les soutiens PRSF.....	24
PRSF en 2020	24

1. PRSF face aux réalités

Lors de notre AG du mois de mai 2019, nous vous avons présenté les objectifs que nous nous étions fixés pour cette année 2019

Repenser notre fonctionnement du fait que nous n'avions plus de salariées pour cette année. Chaque membre de bureau s'est investi en fonction de ses compétences pour assurer le fonctionnement de l'association. Le bureau se réunit tous les 15 jours hors vacances pour étudier et résoudre rapidement les différentes questions diverses et variées qui se posent

Nous avons confié le suivi de notre comptabilité à Dominique Schweitzer, comptable professionnelle sous la responsabilité de notre trésorière Bérengère

Nous avons revu le contenu de la Lettre en associant nos coordinateurs nationaux en charge des équipes terrain afin de transmettre le plus d'informations sur ce qui se passe sur le terrain. Notre site PRSF a été revu afin d'être plus lisible pour tous

Chaque responsable pays a demandé aux coordinateurs et aux responsables des équipes terrain de trouver des aides locales pour compenser la baisse des dotations. Nous avons ainsi constaté que nombre d'équipes terrain ont sollicité des soutiens de proximité, principalement en nature (nourriture, vêtements, équipement scolaire...)

Nous avons tenu notre budget et comme prévu, les dépenses du siège se montent à 40% et celles de l'Afrique à 60%

Malgré des moyens plus faibles, et grâce aux efforts de tous, Membres du bureau, Responsables pays, Coordinateurs, Membres des équipes terrain et Donateurs, PRSF a pu continuer sa mission et se veut confiant dans l'avenir malgré les difficultés qui s'accumulent sur l'année 2020 (Covid 19, Instabilité politique, mouvances islamistes...)

Michel Turlotte Président de PRSF

2. Les missions de PRSF

Redonner espoir et dignité aux prisonniers en Afrique résume la finalité de PRSF. Sur le terrain, dans 7 pays, 400 bénévoles (constitués en équipes-terrain) visitent 87 prisons regroupant plus de 45 000 détenus et s'appliquent à répondre à quatre demandes permanentes :

J'ai faim !

L'implantation et l'entretien de jardins maraîchers par les équipes-terrain avec l'accord des régisseurs permet d'améliorer l'approvisionnement des cuisines tant en quantité qu'en qualité. Les détenus qui manient la pioche et l'arrosoir apprennent en outre l'activité de maraîchage.

Une partie des récoltes est également vendue pour renouveler semences, fertilisants et outillage, afin d'assurer la pérennité des jardins.

Nous sommes la seule association à proposer ces jardins. L'administration pénitentiaire apprécie d'autant plus cette action, que le budget consacré à l'alimentation demeure très insuffisant.

Je suis malade !

Les équipements sanitaires sont le plus souvent défectueux ; la surpopulation favorise des contagions. Les équipes-terrain apportent les outils et produits permettant de préserver l'hygiène des locaux, des vêtements et de la toilette : savon, eau de javel, poubelles, balais... tandis que des formations sont également dispensées aux détenus, des protocoles sont mis en place et des responsabilités sont réparties.

L'hygiène a été la priorité pour l'ensemble des équipes-terrain : la baisse des dotations a conduit les responsables des équipes-terrain à procéder à des choix dans leurs activités en privilégiant la santé et le bien être des détenus.

Où en est mon dossier ?

Les visiteurs bénévoles de PRSF sont régulièrement questionnés sur l'état l'avancement des dossiers pénaux individuels. Il est important qu'ils connaissent les étapes d'une procédure pénale et la terminologie juridique. Des séminaires de formation leur sont donc proposés, le plus souvent avec la présence, parfois l'intervention, de magistrats et avocats locaux. Le personnel de l'administration pénitentiaire est toujours invité à ce type de réunion.

A cet égard, « Le Livret du Détenu » rédigé il y a quelques années reste un outil indispensable, tant pour les équipes-terrain, que pour les détenus eux-mêmes.

Que faire à ma sortie ?

Le processus de réinsertion, ou de préparation à la sortie de la détention constitue un facteur déterminant de la lutte contre la récidive. Les équipes-terrain, au fait de cette réalité, mettent en place des ateliers de formation professionnelle à l'artisanat : coiffure, couture, travail des métaux... Mais tous savent que la première étape de la réinsertion est de savoir lire, écrire et compter. Des cours sont en conséquence organisés en fonction des niveaux, souvent animés par des détenus.

En 2019, du fait de problèmes de financement, les ateliers préparant la réinsertion ont éprouvé quelques difficultés à fonctionner correctement, et leur nombre reste très inégal selon les pays, cependant, le développement de l'alphabétisation, facteur incontestable de réinsertion dans la société civile, demeure une priorité pour tous.

Faut-il le souligner, au-delà de ces quatre thèmes auxquels s'emploient les équipes-terrain dans leurs visites régulières, c'est l'écoute qui est privilégiée dans les rencontres, individuelles ou en groupe avec les détenus. On retrouve bien là l'esprit même de l'action de PRSF !

Sans négliger son cœur de mission, la stratégie d'intervention de PRSF a très sensiblement évolué au cours des dernières années

Cette nouvelle orientation vise d'une part, à donner plus de souplesse aux CN, dans la gestion des dotations trimestrielles et plus particulièrement en ce qui concerne leur répartition aux différentes ET. Les CN peuvent ainsi désormais moduler les dotations des ET en fonction du dynamisme et des petits projets locaux qu'elles ont initiés.

Elle tend également à motiver les CN dans la recherche des financements, mais surtout à bâtir des mini-projets avec le soutien et si possible la participation des acteurs économiques et administratifs locaux tels que communes et associations d'artisans.

De telles initiatives que le siège encourage, peuvent aussi recevoir son soutien technique pour leur réalisations comme celui espéré des bailleurs de fonds SCAC par exemple.

Cette orientation s'inscrit d'ailleurs dans les réflexions conduites par les autorités publiques des pays d'intervention de PRSF, sur les politiques de réinsertion et d'accompagnement des personnes détenues en œuvre pour prévenir la récidive

3. La gouvernance et l'animation de PRSF

Les équipes-terrain et les coordinateurs-nationaux ou régionaux

Une caractéristique originale de PRSF est la place importante donnée au bénévolat. En Afrique 400 bénévoles, regroupés en équipes-terrain, visitent avec une grande régularité plus de 80 prisons. Dans chacun des 7 pays la coordination régionale ou nationale est assurée par les coordinateurs, bénévoles eux aussi. Au sein de chaque équipe-terrain les rôles sont répartis : animation de l'équipe, trésorerie, hygiène, jardin, accès au droit, réinsertion, projets en cours...

Il est demandé aux responsables d'équipe et aux trésoriers, chaque trimestre, de fournir un rapport d'activité accompagné de la justification des dépenses engagées. Le strict respect de cette procédure conditionne l'envoi de la dotation trimestrielle suivante.

En 2019, à notre demande, plusieurs équipes-terrain ont coordonné leurs activités avec d'autres intervenants au sein de la prison, convaincus que là comme ailleurs, l'union fait la force.

De même, certains coordinateurs ont été à la recherche de projets, qu'ils ont suivis et réalisés, financés par des organismes extérieurs

Ces deux dernières remarques sont encourageantes dans le sens que nous souhaitons donner de plus en plus d'autonomie et de responsabilité à chaque pays

Les responsables-pays

Pour chacun des 7 pays deux responsables-pays, basés en France, sont les interlocuteurs permanents des coordinateurs africains. Cette année, du fait de la diminution des ressources, les responsables pays n'ont effectué qu'une seule mission, de 10 à 15 jours, ce qui, de l'avis général, est insuffisant.

Cependant, grâce aux nouvelles techniques de communication (Skype, Whatsapp...) qui se développent de plus en plus sur le continent africain les responsables pays entretiennent des contacts fréquents avec les coordinateurs, ce qui permet d'évoquer régulièrement et ensemble, les difficultés rencontrées sur le terrain.

Durant leur mission, au-delà de la rencontre des équipes sur le terrain, qui constitue le cœur de leur mission, les responsables pays s'attachent à instaurer un dialogue régulier avec les autorités locales en commençant par le Directeur de l'Administration Pénitentiaire ainsi que les personnels diplomatiques, les représentants de l'UE, du CICR, de l'AFD (Agence Française de Développement).

Si nous avons pu partir en mission en 2019, sauf au Mali, l'année 2020 s'annonce beaucoup plus incertaine

Le Bureau

Le bureau 2019 était composé de sept membres :

- Michel Turlotte, Président
- Marie-Hélène Bouvier Colle, vice-Présidente
- Michel de Saint Bon, Secrétaire
- Bérengère du Sorbier, Trésorière
- Dominique Lafont, membre
- Michel Jeannoutot, membre
- Jean Berkani, membre

Du fait de la pandémie, notre AG se fait tardivement. Un prochain CA sera saisi des modifications suivantes

- Michel de Saint Bon membre du bureau, souhaite être remplacé dans ses fonctions de secrétaire
- Michel Doumenq nouveau membre, et secrétaire
- Alain Vignat

Durant l'année 2019, le bureau s'est réuni une semaine sur deux, à l'exclusion des mois de juillet et août, à partir d'un ordre du jour précis. Chaque réunion donne lieu à la rédaction d'un compte-rendu.

Le Conseil d'Administration

Statutairement, le conseil est constitué d'un maximum de 20 administrateurs, en 2018 ils sont au nombre de 15. Le Conseil d'Administration s'est réuni les 20 janvier et 16 avril 2019

Le CA en début d'année a validé le projet 2019 présenté par le bureau (externalisation de la compta, approbation de la projection des comptes 2018, Règle d'alignement des dépenses sur les recettes) En avril 2019, approbation des comptes 2019 et du budget 2019, accord pour refonte du site PRSF, Nomination de 2 nouveaux membres au CA)

L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale, réunie le 18 Mai 2019, a renouvelé les mandats de 4 administrateurs et élu 2 nouveaux administrateurs, portant leur nombre à 15.

4. Les pays d'intervention

Bénin Décembre 2018 – Janvier 2020

- CONTEXTE

Le rapport de fin de mission 2018 soulignait l'évolution positive de la politique pénitentiaire des autorités avec la mise en place de l'Agence Pénitentiaire.

La mission de 2019 a été reportée dans les premiers jours de 2020, ce qui a permis de dégager une disponibilité budgétaire supplémentaire (3000 €) permettant d'organiser le regroupement de l'ensemble des bénévoles disponibles, en deux séquences, l'une au Nord à Parakou, l'autre au Sud à Cotonou

Etait également mise en exergue, la notoriété de PRSF au Bénin, auprès des instances judiciaires, administratives et des ambassades notamment celles de France, d'Allemagne et de Belgique. Ce contexte favorable restait néanmoins lourdement handicapé par la modicité des dotations budgétaires aggravée par la création des nouvelles équipes-terrain.

Cette évolution vers « l'autonomisation » des équipes locales, sous le pilotage du coordinateur national, a conduit les responsables pays, avec l'appui du siège, à redéfinir leur mission, afin de l'axer principalement, d'une part sur les échanges et le dialogue entre équipes-terrain et d'autre part à mobiliser leur capacité d'initiative, notamment à répondre à des appels à projets locaux. Sur ce dernier point, si les projets envisagés avec les ambassades de France et d'Allemagne n'ont pu aboutir, respectivement sur la réinsertion des jeunes et sur l'hygiène et la santé des femmes en détentions, cela traduit une réelle prise en charge au niveau local pour développer des projets locaux.

DEROULEMENT DE LA MISSION (3 au 10 janvier 2020)

1— Les regroupements des équipes-terrain

Deux regroupements (50 participants) :

- Parakou pour les équipes du Nord (Kandi Nattingou — Savalou — Parakou)
- Cotonou pour les équipes du Sud (Cotonou — Abomey Ouidah — Lokossa — Misserete — Porto Novo — Abomey Calavi)

Deux séquences :

- L'une d'échanges et dialogues sur les actions, les projets, les relations avec l'administration et les autres ONG intervenant en milieu carcéral,
- L'autre constituée de réflexion par groupes de travail thématiques avec restitution en séance plénière sur les sujets suivants :
 - Le recrutement de bénévoles
 - Trouver des financements locaux
 - Animer une équipe-terrain
 - Relation équipe-terrain — coordinateur national

Ces rassemblements ont démontré l'existence d'initiatives intéressantes comme la culture d'Artemisia plante antipaludéenne, à la prison de Parakou.

A noter que la participation à la réunion du Nord de la présidente de l'Association des Artisans de Nattingou, très engagée sur le projet de réinsertion des jeunes du Nord, a été d'une grande richesse, démontrant l'absolue nécessité du travail en commun avec les acteurs économiques locaux.

La journée passée avec les bénévoles a permis de développer un dialogue profond et d'engager une réelle réflexion sur le devenir de PRSF, bien au-delà des rencontres trop rapides à l'issue des visites de prison des missions annuelles « classiques » des responsables pays.

2 — La situation carcérale (visite des prisons de Parakou et de Cotonou)

Les rencontres et réunions de travail avec l'AGENCE PENITENTIAIRE, la DIRECTRICE de la REINSERTION et le DIRECTEUR ADJOINT du CABINET du GARDE des SCEAUX, confirment l'évolution, lente, mais positive de la situation dans les prisons (cf. situation pénale au 6 janvier 2020 jointe). Désormais l'AGENCE PENITENTIAIRE, qui a renouvelé l'ensemble du personnel d'encadrement dans les prisons a la seule et haute main sur la gestion du système carcéral.

Une Direction des Etudes de la Réinsertion et des relations avec les autorités judiciaires a même été créée.

Cette évolution des structures administratives est sûrement la conséquence d'une prise de conscience politique. Il convient en effet d'éviter la récurrence source d'insécurité et des critiques du personnel politique. Cet intérêt récent s'inscrit dans le souci de mieux connaître les risques de « RADICALISATION » et de la prévenir. Cette évolution du management s'accompagne de celle de l'environnement carcéral. Les équipements immobiliers sont mieux entretenus. Des constructions de nouvelles prisons (Savalou — Abomey) ont permis un certain désengorgement d'établissements, même si beaucoup reste à faire. Des difficultés persistantes dans l'alimentation en eau potable (Savalou — Abomey) et un problème général d'évacuation des eaux vannes et usées notamment. Heureusement dans ce panorama contrasté, apparaissent deux projets incontestables qu'il faut pérenniser :

D'une part, l'amélioration de l'approvisionnement en médicaments, enfin régulier si ce n'est suffisant.

D'autre part, le caractère désormais opérationnel de l'outil de suivi des procédures judiciaires et des mouvements de la population pénale qui a révélé des situations inacceptables comme celle de 17 personnes détenues depuis plus de dix ans en toute illégalité.

La montée en puissance de l'Agence Pénitentiaire qui désormais pilote les activités génératrices de revenus, étudie la mise en place d'un dispositif de réinsertion, et souhaite coordonner l'action des organisations de la Société Civile intervenant en milieu carcéral, suscite l'intérêt et l'espoir mais inquiète nos bénévoles. Un travail de partenariat, la liaison avec les acteurs de la société civile, économiques et les autorités locales apparaît indispensable.

A cet égard, l'appel à PRSF pour piloter la formation des cadres de prison à la gestion des activités génératrices de revenus est particulièrement encourageant (cf. pièce jointe projet SCAC — ambassade de France).

3 - Le projet SCAC

L'Ambassade de France (SCAC) a souhaité confier à PRSF, la réalisation du plan de formation des régisseurs de prison, à la gestion des activités génératrices de revenus qui se déroulent en prison (vannerie, soudure, maraîchage, etc...).

Assortissant le choix de PRSF à l'obligation de traiter avec une structure béninoise, l'Ambassade a donc signé, fin novembre 2019, avec « PRSF Bénin » représenté par le coordinateur national, le contrat prévoyant un financement de 11 000 €, dont 2000 € à la charge du porteur de projet, en l'espèce PRSF siège.

Ce contrat d'une durée de trois mois, prévoit 22 journées de formation dans les prisons du Bénin pour les régisseurs et les greffiers (2 par prison) assurées par le coordinateur national, Balbylas Gbaguidi et un formateur de l'Agence Pénitentiaire.

4 -Equipes-terrain

La reprise en main des activités génératrices de revenus conduit les bénévoles à s'interroger sur la place « résiduelle » qui risque désormais d'être la leur, dans l'accompagnement et le soutien apportés aux personnes détenues.

Les échanges au cours des journées de regroupement ont permis de nourrir la réflexion sur cette situation

Si l'administration se charge désormais progressivement de l'équipement des matériels et fournitures pour les activités génératrices de revenus (machines à coudre, fils, moulins, etc...), elle libère d'autant les capacités de financement des associations de bénévoles, qui pourront être consacrées à préparer et accompagner les sortants de prison (transport, hébergement, etc).

En outre, cette situation, nouvelle et insécurisante, démontre que le centre de gravité du bénévolat se déplace progressivement de l'intérieur vers l'extérieur de la prison.

Les actions, à ce titre, devront maintenant s'orienter vers le travail en partenariat avec les acteurs de la société civile (artisans, administrations locales, associations citoyennes, etc...) dont l'engagement permettra la mise en place d'une politique de réinsertion pérenne.

Le projet de réinsertion des mineurs à Natitingou, piloté par PRSF propose un programme complet d'actions, formation professionnelle, hébergement, suivi éducatif, des jeunes détenus s'inscrit dans le mouvement souhaité par l'autorité publique.

L'atteinte de ces nouveaux objectifs passe par le renouvellement et l'élargissement des effectifs des équipes-terrain, notamment à Abomey, Parakou, Kandi, Cotonou, Savalou, sous l'impulsion du coordinateur national.

5 - La coordination

Les différents interlocuteurs rencontrés (Union Européenne — ministère de la Justice — ONG — Régisseurs de prison) évoquent le rôle « historique » déterminant du coordinateur national, Balbylas Gbaguidi.

Le « centre éducatif sur les Droits de l'homme », structure associative, créé depuis de longues années, par le coordinateur national à Parakou, peut constituer l'entité à partir de laquelle, PRSF Bénin pourra devenir l'interlocuteur des partenaires techniques et financiers, ces derniers traitant désormais avec les structures locales.

III – CONCLUSION

Les équipes-terrain soulignent donc l'inquiétude suscitée par la nouvelle politique pénitentiaire.

La réponse à cette inquiétude légitime, passe par un constat. Le bénévolat en prison et celui de PRSF en particulier sont à une période charnière.

Pour PRSF, le temps de l'action humanitaire traditionnelle (j'ai faim, je suis malade, où en est mon dossier) semble dépassé.

Notre bénévolat doit dans l'avenir se professionnaliser pour tenir compte du basculement en cours. On passe désormais progressivement du soutien en milieu carcéral, à la préparation à l'aide et au suivi de la réinsertion.

La continuité de l'action de PRSF au Bénin, peut heureusement s'appuyer sur une notoriété et des savoir-faire connus et reconnus, ainsi que nous avons pu encore le constater lors des rencontres institutionnelles, à l'Union Européenne et au ministère de la Justice.

Cette continuité pour être consolidée et pérennisée passe par l'autonomisation de la structure africaine, voie obligatoire, pour créer les partenariats avec les acteurs de la Société Civile, garants nécessaires de l'atteinte de ces objectifs.

Il convient enfin de préciser que le scripteur de ce rapport, ayant souhaité passer la main, après une petite décennie « sur le terrain », envisage de transmettre, avec l'accord du bureau, le flambeau à Bernard Zirnheld, universitaire américain qui a participé très activement à cette dernière mission (cf. ses impressions en pièce jointe).

Fabienne Lachaise et Michel Jeannoutot , Responsables pays

Burkina Faso

CONTEXTE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Avec un revenu par habitant d'environ 750 dollars, le Burkina Faso demeure l'un des pays d'Afrique à l'économie la plus fragile. La population en dessous du seuil de pauvreté est évaluée à 40%. Cependant l'économie, dans son ensemble enregistre un taux de croissance de 6%, ce qui n'est pas négligeable.

Mais depuis maintenant quatre ans, le pays connaît régulièrement des attaques provenant de groupuscules islamiques (Al Quaida, Maghreb islamique) qui, sous un vague habillage idéologique, se livrent à des assassinats et des pillages. Leurs actions meurtrières ont entre autre pour résultat d'attiser les clivages ethniques et d'accroître le sentiment dans une partie de la population que l'État est défaillant et n'assure plus ses missions de service publique, notamment la sécurité des citoyens.

Ces attaques violentes et de plus en plus fréquentes ont pour conséquence des déplacements importants de population. Fin février, les chiffres officiels indiquaient que 800 000 Burkinabés avaient fui leur village, principalement dans les régions du Nord et de l'Est du pays.

Au regard de ce contexte, il n'a pas été possible d'organiser de mission au cours de l'année 2019.

Le Burkina connaît, comme la plupart des pays du monde, l'épidémie de coronavirus depuis le mois de mars. Si la propagation était plus importante que les pays voisins de la zone sub-saharienne, les mesures prises (gel, respect des mesures d'éloignement, couvre feu) ont limité la propagation de la pandémie qui s'est rapidement fixée à un assez faible niveau. (Fin juin le Burkina était le 111^{ème} pays touché en nombre de cas et le 77^{ème} en nombre de décès.

La jeunesse de la population du pays, ainsi que dans les pays voisins, justifient ces taux assez bas.

S'agissant du milieu carcéral, pourtant un milieu à haut risque par définition compte tenu des conditions de détentions et de la surpopulation carcérale, il n'y avait pas au 20 avril de signalement de cas.

Bilan 2019

Les 40 membres des équipes terrain ont effectué régulièrement tout au long de l'année les visites aux détenus des six prisons dans lesquelles ces équipes sont implantées..

Une partie des membres de équipes terrains s'est centrée sur le travail en direction des personnes particulièrement vulnérables en détention comme les femmes et les mineurs. Ces derniers sont maintenant regroupés sur les centres de Layes et de Bobo-Dioulasso. Un quartier mineur est toujours présent à Ouagadougou.

En matière de santé, l'équipe de Ouagadougou a participé avec Expertise France à une mission de dépistage du sida. Une pièce d'isolement pour les tuberculeux à également été créée avec l'appui financier de l'ambassade de France.

Dans tous les établissements, les équipes ont accompagné les détenus en fin de peine, essayant de favoriser leur retour dans leur région auprès de leurs familles.

Avec le Covid, les équipes se sont particulièrement investies dans la fabrication de gel hydro-alcoolique ainsi que des produits d'hygiène (savon) ou de désinfection des cellules. Ils ont également prêté leur assistance aux jardins potagers. Ces cultures sont toujours utiles pour améliorer le quotidien et enrichir une nourriture souvent pauvre en légumes frais.

Un important travail a également été effectué pour développer des activités physiques, (développement de la gymnastique, en particulier l'aérobic à Ouagadougou), le football, mais aussi des animations musicales ou de danse (à Bobo-Dioulasso, Fada)

À noter enfin la présence dans tous les établissements d'un ou deux membres de nos équipes dans les COGES, les comités d'hygiène et les commissions d'application des peines..

Compte tenu des difficultés pour circuler dans le pays (problème de sécurité lors des déplacements, mais aussi de coût) les membres des équipes terrain ont créé un réseau sur WhatsApp qui leur permet de communiquer régulièrement entre eux, de partager des expériences et de construire des projets.

Situation carcérale

prisons	Hommes	femmes	mineurs
Ouagadougou	1208	16	26
Bobo-Dioulasso	454	8	3
Ouahigouya	149	6	14
Koudoudougou	211	1	10
Tenkodogo	216	11	2
Fada	247, (dont 20 en extérieur)	2	3
total	2485	44	58

Observation générale sur la détention : par rapport aux années précédentes, le nombre de personnes détenues a sensiblement baissé, principalement dans les grands établissements comme Ouagadougou et Bobo Dioulasso, afin de limiter les effets du COVID.

Dominique Lafont, Michel Doumenq responsables pays.

Côte d'Ivoire

Activité politique et économique

Avec une croissance de l'ordre de 7% en 2019, la Côte d'Ivoire continue de tirer l'activité de toute l'Afrique Noire, devant même le Sénégal. L'inflation reste maîtrisée autour de 0.3% grâce à une faible évolution des prix alimentaires, des prix de télécommunication et du carburant. Le secteur agricole est de loin le plus important, plus de la moitié de la population en vit, mais sa part relative n'est plus aussi significative qu'en 2012, lors de l'arrivée du Président Alassane Ouattara au pouvoir ; et surtout les usines de transformation peinent à se développer ; c'est le cas notamment de l'anacarde, du café et du cacao qui sont les matières agricoles dans lesquelles la Côte d'Ivoire est leader mondial. Aucune usine de transformation n'existe sur place si bien que la richesse procurée par la vente de ces produits échappent aux ivoiriens

Le pays poursuit son développement d'urbanisme avec notamment de grands travaux en Abidjan la capitale économique : Transformation du centre d'affaires du Plateau, réaménagement de la Baie, construction d'un pont au-dessus de la Lagune, tour du cacao, bibliothèque de la renaissance ivoirienne, Travaux de la ligne 1 du métro aérien et construction de la futuriste Tour F avec ses 64 étages et ses 283 mètres de haut qui sera la tour la plus élevée du continent africain

Toutefois, ces projets marquent le pas compte tenu des enjeux de l'élection présidentielle qui se profile en octobre 2020 ; tous les partis au pouvoir et de l'opposition se mobilisent pour cette élection majeure et les partisans d'un retour au pouvoir de l'ancien Président Laurent Gbagbo restent très mobilisés, malgré sa surveillance surveillée à la Haye. Chacun parle de Réconciliation, mais tous redoutent de retrouver les événements dramatiques de la crise post-électorale de 2011.

Le milieu carcéral et la Justice

Les MACs – Maisons d'Arrêt et de Correction - restent toujours fortement surpeuplées : on dénombre fin 2019, près de 20 000 détenus ; chiffre record absolu pour une capacité théorique de l'ordre de 10 000 places au maximum, à répartir sur les 34 établissements pénitenciers que compte la Côte d'Ivoire, dont 2 camps pénaux (Bouaké et Dimbokro) . La Mac d'Abidjan, prison la plus importante d'Afrique de l'Ouest retient plus de 8 000 détenus, une ville dans la ville ; ils sont répartis dans 3 bâtiments principaux en fonction de peines encourues et entre prévenus et condamnés ;

Ce problème de surpopulation génère évidemment des problèmes importants de sécurité, de promiscuité, d'hygiène et de santé. Des maladies de la peau, telles que « dermatoses » prolifèrent ainsi que la multiplication de cas de bérubéri, maladie liée à une carence alimentaire en vitamines B1.

Les budgets pour l'alimentation des détenus est défini une fois par an sur la base du nombre de détenus présents lors de ce budget, si entre temps le nombre de détenus augmente, la même quantité alimentaire reste pour toute l'année.

Il y a bien eu une amnistie présidentielle en fin d'année portant sur la libération de 2000 détenus, de petite peine, mais les prisons se ré-emplissent à nouveau aussitôt.

Le phénomène des microbes s'est accentué : ces jeunes, à la dérive, qui s'accrochent au pouvoir en place pour imposer leurs lois mafieuses, sont très délicats à combattre car ils se sentent soutenus tacitement par le pouvoir en place

La population incarcérée reste essentiellement masculine avec un taux de 97 à 98 % d'hommes, pour une population de femmes de l'ordre de 2 % et de mineurs de 1 % selon les prisons ;

La MACA abrite une soixantaine de femmes, certaines avec leur bébés, qui sont acceptés jusqu'à l'âge de 2 ans

ET PRSF en 2019

C'est dans ce contexte que nous avons effectué ensemble 2 missions de 10 à 15 jours chacune, l'une en février 2019 et l'autre en octobre. Comme toujours, des missions très riches en rencontres et pleines d'espoir pour un avenir plus juste .

Grâce aux membres bénévoles des équipes-terrain, Prsf est présent au quotidien dans 23 prisons sur les 34 que compte la Côte d'Ivoire. Etant dans les plus importantes, nous sommes en contact avec près de 90% de la population carcérale, ce qui fait de nous l'Association la plus représentative et reconnue des ONG intervenant dans les prisons

Le but de ces missions était multiple :

- Rencontrer les bénévoles de nos équipes terrains et les 4 coordinateurs régionaux pour les orienter dans leur mission envers les détenus et les motiver
- Poursuivre le déploiement de nos activités avec les nombreux ateliers, les cours d'alphabétisation et les jardins maraichers
- Finaliser la mise en place du projet avec le ministère de la Justice ivoirienne sur la mise aux normes des conductions d'eau dans 8 Macs déterminées
- Renforcer les relations avec nos fournisseurs, la Société Civile et l'Administration Pénitentiaire

Au niveau de nos activités, l'accent a surtout été mis sur le déploiement des cours d'alphabétisation et sur le développement des ateliers et des jardins maraichers, partout où cela était possible. Grâce à notre partenariat avec l'Association ivoirienne I.P.E., et avec l'appui de plus en plus marqué du Ministère de l'Enseignement et de l'Education, nous avons pu étendre les cours d'alphabétisation à l'ensemble des MAC de la Zone Sud (8 prisons , dont surtout celle d'Abidjan).

Sous l'impulsion de ce que nous avons entrepris à la MACA, de nouveaux ateliers, principalement couture, mais aussi coiffure, peinture, et autres, se sont développés dans d'autres prisons. La fourniture de pagnes par la société Uniwax, un de nos partenaires privilégiés, nous a permis d'avoir accès à plusieurs marchés de confection pour les groupes scolaires et les orphelinats.

Quant aux jardins maraichers, leur développement s'est réellement accéléré grâce aux contrats de partenariat que nous avons pris avec des sociétés ivoiriennes telles que Callivoire, Yara et GSN Semences qui se sont engagées à nous fournir et livrer gracieusement des engrais, des phytosanitaires et des semences ; désormais , ces jardins s'autofinancent eux-mêmes quasiment seuls et, tout en améliorant l'ordinaire de la ration alimentaire, permettent même de dégager quelques profits au bénéfice des détenus et des corvéables.

Malgré quelque retard lié à des questions administratives, le contrat que nous avons passé avec le Ministère de la Justice Ivoirienne a pu enfin démarrer. Ce contrat d'un montant de 300 000 euros, et financé en totalité par l'AFD, Agence Française de Développement, consiste à mettre aux normes les installations d'eau et d'assainissement dans 8 Macs définis : Abengourou, Aboisso, Dabou ,Tiassalé , Man , Oumé, Bouaké et Katiola. La gestion de l'eau est évidemment primordiale pour la santé et l'hygiène des détenus et ce projet renforce la crédibilité de Prsf comme étant un acteur majeur d'aide aux détenus grâce aux relations et aux compétences techniques des équipes terrain agissant à l'intérieur des prisons

Pour l'année 2020, nous attendons un développement de ce projet avec d'autres installations à mettre en place et un renforcement de nos relations avec l'Administration Pénitentiaire et le Ministère de la Justice

Michel de Saint Bon et Michel Turlotte , Responsables -Pays

Guinée

Contexte économique et politique

La situation économique générale n'est pas mauvaise, avec notamment des progrès dans les infrastructures : nouveau barrage hydraulique en construction, routes goudronnées (même s'il reste des secteurs épouvantables), prochaine construction d'une nouvelle usine d'alumine qui exportera via Boffa.

Mais les infrastructures hôtelières restent lamentables en dehors de Conakry : équipements mal entretenus ou en panne, eau et électricité aléatoires.

Et à Conakry même, l'espace manque et les embouteillages sont quotidiens ; le gouvernement a récemment soulevé une tempête de protestation en rasant 9 000 logements abritant depuis des années 21 000 personnes pour construire de nouveaux immeubles alors que la ville est déjà saturée.

Sur le plan politique, les tensions ont demeuré toute l'année 2019 (et se sont considérablement accrues en 2020 avec le referendum constitutionnel qui va permettre à Alpha Condé de se représenter pour un 3^{ème} mandat à l'âge de 82 ans...)

Conditions pénitentiaires

Elles sont plutôt en progrès, dans la mesure où le PARJU a produit des effets visibles dans les tribunaux : une cour d'assises par préfecture dans le Tribunal d'Instance (au lieu de la seule cour d'assises de Conakry) et transformation des juges de paix en Tribunaux d'Instances, un nouveau code de procédure pénale désormais bien appliqué : tout cela a conduit à une accélération des procédures et donc une réduction sensible des détentions préventives.

De plus, la société de restauration s'est améliorée dans ses prestations, tous les régisseurs l'ont confirmé.

Développement de PRSF

Les faits marquants ont été :

- 1° **La création de 2 nouvelles équipes-terrain** à Labé (215 détenus) et à Fria (30 détenus) sous l'autorité du responsable de Conakry, elles sont jeunes et déjà opérationnelles, celle de Labé ayant déjà réussi à obtenir la libération d'une jeune femme injustement incarcérée en plaidant sa cause auprès des autorités pénitentiaires.

-2° **La poursuite de l'avancement du jardin maraîcher** dans l'enceinte de la maison centrale de Conakry (plus de 1500 détenus).Le fonctionnement connaît bien des vicissitudes (difficulté de trouver des détenus volontaires, pannes d'alimentation en eau...) mais les récoltes d'aubergines et de tomates ont récompensé les efforts déployés depuis près de 2 ans, qui avaient commencé par la libération du terrain de la montagne d'ordures qui s'y accumulait jour après jour.

-3° **La première étape d'un projet de création d'un centre de réinsertion pour ex détenues**

C'est ainsi qu'une bénévole de PRSF nous a accompagnés dans toutes les visites de prisons pour interroger une à une les détenues et dresser les profils-types de ces dernières.Espérons que cette étude débouchera sur un projet concret de centre de formation et que nous trouverons alors les financements nécessaires.

A noter qu'un autre projet visant la réinsertion est en élaboration à Nzérékoré, en partenariat avec une école professionnelle (coiffure, couture, hôtellerie)

4° La dotation de polos « PRSF Guinée » aux membres des équipes-terrains

Ces polos permettent de faciliter les accès et de rendre plus visible notre ONG en Guinée

Lors de la seule mission que nous avons effectuée en mars 2019, nous avons visité, en plus des prisons évoquées plus haut, celles de Kankan (200 détenus), de Kérouané (17 détenus), de Nzérékoré (plus de 300 détenus), de Kissidougou (200 détenus) et de Faranah (60 détenus)

Outre la distribution de vêtements, toujours appréciée, nous avons remis à chaque prison un ballon de football (sous les vivats des prisonniers !) ainsi que des jeux de cartes. ces actions lors de missions complètent le travail de fond quasi quotidien des équipes-terrain dans les domaines de l'hygiène et de l'alimentation.

Nous devons continuer à trouver des sources complémentaires de financement, du côté des nouvelles ambassades comme celle du Japon ou d'industriels comme le groupe russe exploitant la bauxite à Fria.

Nous essayerons également d'entrer en contact avec le groupe Bolloré, qui a créé une « green zone » dans l'enceinte du port de Conakry offrant aux jeunes des activités dans les domaines du sport ou de l'informatique

Enfin, nous avons sensibilisé les clubs Rotary locaux sur la problématique pénitentiaire et avons trouvé une écoute qui pourrait déboucher sur des partenariats.

Alain Vignat et Bernard Lhuilier, Responsables pays

Mali

1- Historique

L'association PRSF est présente au Mali depuis 2003. Elle est habilitée depuis cette date par la Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée (DNAPES) à intervenir dans les prisons du Mali. Elle a également été reconnue comme association étrangère pouvant exercer ses activités au Mali.

A l'époque, absente initialement des prisons de la capitale (rapport mai 2011), elle s'était progressivement réalisée dans les parties nord-est du pays. Aujourd'hui la situation est inversée. En effet, les zones du nord-est ne peuvent plus être visitées par les bénévoles venus de France en raison de l'insécurité qui interdit leur déplacement hors de Bamako. Philippe Dembele, engagé dans l'action de PRSF depuis 2005 avait été officialisé coordinateur national en 2010. Bernard Jacquin en charge des établissements de Bamako est également le représentant de PRSF auprès des institutions et autorités maliennes.

L'action sur place se poursuit par l'intermédiaire de ses visiteurs de prison bénévoles, membres de la société civile, regroupés au sein d'équipes-terrain, dans 14 établissements pénitentiaires dans les communes suivantes : Bandiagara, Bamako (Maison Centrale d'Arrêt, Bollé Femmes, Bollé Mineurs), Bougouni, Diema, Fana, Kati, Kayes, Kita, Macina, Mopti, Ségou et Sikasso.

La démission de Régis Cavelier, Responsable pays depuis juin 2014, l'état de guerre du pays, l'absence de mission en 2019 et la difficulté de pouvoir rencontrer les responsables d'ET sur place, ajoutés à la diminution drastique des dotations, depuis 2 ans, nous ont conduit à modifier l'organisation des RP et de leur intervention à venir.

Un nouveau responsable pays a été officialisé en la personne de Bernard Jacquin qui présente le grand avantage, outre son expérience approfondie des établissements de la capitale, d'être sur place.

2- Actions récentes

En 2016, l'Ambassade de France avait financé une action sur deux ans, « Visite et écoute des détenus au Mali par la société civile » d'un montant de 26 000€. Cette action, achevée en mars 2018, avait essentiellement porté sur la formation à l'écoute des membres des équipes-terrain, des régisseurs et personnels pénitentiaires. Deux ateliers de formation avaient eu lieu ; au cours du dernier atelier les ET furent invitées à préparer leurs actions de terrain sous la forme de mini projets pour lesquels elles devraient rechercher des bailleurs locaux et /ou se grouper pour concentrer leurs dotations sur un objectif.

Plusieurs projets ont été ébauchés et examinés, mais à ce jour aucune concrétisation n'a été rapportée.

Toutefois la notoriété de PRSF n'a pas diminué puisque les représentants de PRSF sur le terrain Philippe Dembele et Bernard Jacquin, ont été consultés par les instances de coopération françaises et européennes en charge d'un grand projet de réforme de la justice et de l'organisation pénitentiaire. On attend la suite.

3- Situation des établissements fin 2019

Fin 2019, le nombre global (total) de détenus, au Mali est de source DNAPES, dont pour la seule MCA. La population carcérale par établissement visité par PRSF variait entre une quarantaine 40 (Macina) et plus de 2000 détenus (MCA Bamako). La moyenne s'établissant aux environs de 300 détenus. Ensuite les plus gros établissements sont Kayes (377) et Kati (279) à comparer à deux très petits Bandiagara et Macina avec moins d'une quarantaine de détenus. Les femmes et les mineurs sont peu nombreux (recensés à la même date). Les détenus, se répartissent en % de prévenus, % d'inculpés et % de condamnés.

Les activités des équipes-terrain (ET) de PRSF, telles qu'elles ressortent des rapports trimestriels communiqués avec les reços figurent schématiquement sur le tableau ci-dessous.

	ACTIONS d'après les rapports trimestriels vus	Collaborations avec
	2019	
BANDIAGARA	jeux, alphabétisation, travaux manuels	régisseur
BAMAKO	alimentation, jouets enfants, jardin ?	
BOUGOUNI	Jardin	
DIEMA	nourriture besoin d'un forage	
FANA	alimentation, alphabétisation, formation hygiène	CICR
KATI	?	?
KAYES	maraîchage, sport, juges	
KITA	?	PNUD, Santé Sud
MACINA	formation professionnelle, cordes	
MOPTI	jardin, embouche	Minusma, CICR
SEGOU	hygiène, appatam	ONG espagnole
SIKASSO	céréales	Minusma, CICR, BNCE, Cerkes

Nous n'avons pas pu en vérifier la véracité puisqu'aucune mission de RP n'a été réalisée en 2019.

4- Perspectives pour 2020

En prolongement de la réunion de février 2018 à Sébénikoro, incitant les équipes-terrain à définir des mini projets locaux, nous avons reçu les idées de projets suivants :

Equipes Terrain proposante	Rubrique	Coût en FCFA
BANDIAGARA Fabrication de chaises (métal et tissage)	Réinsertion	500 000
DIEMA Forage pompe solaire château eau 5000 L Forage pompe solaire château eau 2000 L Achat d'une dynamo pour moulin Construction Appatam	Alimentation Hygiène	375 000
		1 478 000
KATI Atelier soudure Pisciculture Savonnerie Alphabétisation	Réinsertion	400 000
	Alimentation	240 000
KAYES Jardin maraîcher		
KITA Appui à l'éducation et la culture Savonnerie artisanale Atelier couture		
MOPTI Formation en fabrication de savon		
SEGOU Vidange de fosse Construction de regard (est et sud)		

Ces idées de projets seront travaillées avec les représentants des ET lors de l'atelier qui se tiendra prochainement à Bamako.

De plus, nos coordinateurs nationaux ont rencontré à deux reprises les émissaires de JCI, agence chargée par l'UE de mettre en œuvre le Programme d'Appui à la Justice au Mali (PAJM II) qui devrait débiter en 2020. Des perspectives de collaboration, avec une association de jeunes juristes œuvrant pour la cause de la justice des détenus, ont été suggérées à PRSF.

Marie-Hélène Bouvier-Colle, Responsable Pays

Niger

CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL.

La Conférence au Sommet de l'Union Africaine qui s'est tenue à Niamey a entraîné la réalisation de nombreuses infrastructures urbaines, la construction en 6 mois d'un nouvel aéroport et d'hôtels de luxe. La ville s'est embellie et comporte désormais de larges avenues articulées autour de nouveaux ronds-points. Malgré cela, la situation économique de la population paraît ne pas avoir beaucoup changé. Le chômage reste très élevé, surtout chez les diplômés. Le pays fait toujours face à un afflux important de réfugiés fuyant dans la région les zones de conflits.

On observe une forte présence policière en ville dans laquelle la sécurité semble assurée.

La formation scolaire et universitaire reste perturbée par des grèves d'enseignants suivies par celles d'étudiants, si bien que nombre d'entre eux partent dans les pays voisins.

BILAN DE LA MISSION.

Elle s'est déroulée du 23 septembre au 3 octobre en compagnie d'un jeune avocat Eyal Lévy qui n'a pas souhaité donner suite à l'issue de la mission.

PRSF est actuellement présent dans 14 établissements pénitentiaires sur les 38 du pays, soit une présence sur la moitié de la population carcérale.

La tension sécuritaire importante nous interdit de circuler en dehors de Niamey, ce qui constitue un handicap pour rencontrer les équipes.

La formation de personnel pénitentiaire spécialisé a débuté. Elle est assurée par les FNIS (Force Nigériennes d'Intervention et de Sécurité) devenus la Garde Nationale du Niger.

Rencontres officielles :

- le Bâtonnier, Me Mounkaila Yayé.

Le Barreau de Niamey compte 124 avocats et 9 stagiaires essentiellement basés à Niamey. L'Agence Nationale pour l'Assistance Judiciaire dont la gestion échappe au Barreau fonctionne au ralenti. Le Barreau a mis en place des commis d'office pour les mineurs, les indigents et les affaires criminelles. La vacaion est de 50000f par jour et par audience.

Pour les mineurs le barreau a dressé une liste de 20 avocats. Le Bâtonnier propose que PRSF puisse le saisir pour tout mineur dépourvu d'avocat.

- le Service de Coopération et d'Action culturelle à l'Ambassade de France

Le SCAC n'a plus la possibilité de financer des projets, sauf de très petits présentés par des associations locales.

- la Commission Nationale des Droits de l'Homme

La CNDH composée de 9 membres dont 7 élus par leurs pairs (magistrat, avocat, représentant des organisations de Défense des Droits humains et de promotion de la démocratie) et 2 représentants désignés par l'Assemblée Nationale. Sa mission est notamment de recevoir les plaintes et diligenter des enquêtes sur les cas de violation des Droits Humains, effectuer des visites dans les lieux de détention.

- le directeur de l'AP

M. Hassane Madigouh vient d'être nommé à ce poste, après avoir exercé plusieurs fonctions judiciaires depuis 2003 au siège et au parquet. Il évoque la nouvelle prison de Dakoro réceptionnée en 2016 et qui n'a toujours ni eau ni électricité.

- le directeur de la réinsertion

M. Zakari Hamadou :

Nommé à ce poste en novembre 2018, après une carrière de magistrat depuis 2003, il s'efforce de fournir du matériel dans les ateliers (couture, menuiserie).

- Rencontre du père Sébastien, aumônier des prisons et de sœur Rya, qui intervient au quartier des femmes de Niamey tous deux fortement investis.

- Rencontre de M. Yogo Geoffroy, expert du Burkina, chargé par l'UE à travers « International Consulting Expertise », d'un audit destiné à la préparation du Plan de Réforme de la Politique Pénitentiaire du Niger.

Nous évoquons plusieurs points :

- Lutte contre la surpopulation carcérale : le recours plus systématiques aux alternatives à la détention (travail d'intérêt général, mesures éducatives pour les mineurs...), le contrôle des dépassements de durée de la détention préventive, avec l'informatisation des greffes.
- Suppression du système d'auto-discipline des détenus qui conduit au racket,
- Nécessité de mettre en œuvre toutes les dispositions d'application de la loi pénitentiaire, (notamment 3 repas par jour),
- La construction des nouvelles prisons prenant en compte les spécificités de la société africaine avec le maintien de la vie collective.

Rencontre avec les équipes terrain.

Pour palier l'impossibilité de rencontrer les membres de nos équipes sur place, nous avons réuni le 25 septembre un membre de chacune de nos 14 ET à Niamey pour une journée de rencontre et d'échange autour des points suivants :

- comment élaborer d'un projet réaliste, durable, prenant en compte les besoins des détenus, en associant toutes les parties prenantes (ET, régisseur, gardes et détenus...)
- comment gagner de l'argent dans le cadre de projets apportés par les ET (par exemple location de bâches, chaises,) avec une mise de fonds provenant d'une tontine dont seraient bénéficiaires à tour de rôle les équipes terrain,
- Réalisation de badges pour les membres des équipes afin de faciliter les visites en prison.

Point fort concernant les activités en 2019:

- Création d'un atelier de fabrication de grillage financé en majeure partie par un membre de l'ET.
- Réhabilitation de la bibliothèque.
- Développement des jardins dans 10 prisons sur les 14 où PRSF.

Effectif des prisons « PRSF » établi d'après les rapports du 4^e trimestre

Prisons	Hommes	Femmes	Mineurs	Total	Dont prévenus
Agadez	380	11	12	403	Non renseigné
Birni Konni	378	18	13	409	25
Birni N'Gaouré	140		10	150	100
Daikena	240	9	3	252	103
Dogondoutchi	135	13	12	160	146
Kollo	695	15	13	723	490
Madaoua	160	10	4	174	157
Maradi (1)	342	10	33	386	40
Niamey	1041	52	84	1177	974
Say	202	2	2	206	126
Tahoua	176	12	9	197	111
Tera	155	23	14	192	89
Tillabéri	110	8	9	127	74
Zinder	851	12	37	900	441
Total	5005	195	256	5456	2776

Un peu plus de la moitié des détenus sont prévenus et donc en attente de jugement.

Les projets des ET :

Plusieurs projets ressortent des rapports des équipes mais qui ne sont pas budgétés.

Chez les femmes, on note la formation à la couture, au tricotage à Agadez, Madaoua, Tera. Plusieurs projets de jardins et pépinières à Dogondoutchi,, Kollo, mais aussi de création d'une boutique à Agadez, d'un atelier de soudure à Dogondoutchi, d'alphabétisation avec l'achat de livres en langue à Tahoua. Ces projets restent à étudier avec le coordinateur national.

En conclusion, nos équipes de visiteurs bénévoles restent dynamiques et volontaires, très présents auprès des détenus, mais peinent encore à trouver des financements locaux pour mettre en œuvre des projets réalistes et pérennes.

Chantal et François Berger

Togo

Les présentes observations ont été consignées au retour de la mission qui s'est déroulée du 22 juin au 2 juillet 2019. Cette mission était conduite par Bérengère du Sorbier et Jean Berkani. Evelyn Stachaczyk, alors pressentie pour succéder à Bérengère du Sorbier, a également participé à la mission et à la rédaction du présent rapport.

L'ensemble de la mission s'est déroulé dans de bonnes conditions ; nous avons pu nous rendre dans dix prisons et à la Brigade des mineurs de Lomé.

Pour des raisons de sécurité, les trois établissements situés au nord du Togo (Dapaong, Mango et Kanté) n'ont pas reçu notre visite, mais nous avons pu rencontrer les responsables des équipes-terrain au cours d'une réunion de travail d'une journée, organisée à Kara.

Les rencontres institutionnelles habituelles (DAPR, Directeur de Cabinet du Ministre de la Justice ou Secrétaire Général du Ministère, Commandant du corps des Surveillants, Responsables de la Croix-Rouge...) ont eu lieu dans un climat de confiance et de franche collaboration.

Le climat social semblait plus apaisé que lors de nos dernières missions en 2017 et 2018. L'équilibre paraissait cependant encore fragile,

Jusqu'à présent, le Togo paraît résister à la vague de terrorisme islamique qui embrase la région de l'Afrique de l'Ouest, mais le danger se rapproche aux frontières nord et est du Togo, aux confins du Bénin et du Burkina-Faso.

En 2019, l'administration pénitentiaire évoluait toujours dans un contexte budgétaire de pénurie, même si, ça et là, on pouvait noter quelques progrès (rénovation de locaux administratifs, projet de construction d'une nouvelle structure d'accueil de la Brigade des mineurs, équipement informatique...).

S'agissant de la population pénale, elle continuait de croître inexorablement, et comptait, au 1er juin 2019, 5192 détenus dont 148 femmes et 63 mineurs, au sein des treize prisons civiles du Togo, pour une capacité d'accueil de 2881 places, ce qui établit le taux d'occupation des établissements pénitentiaires à 180%.

La répartition selon les catégories pénales s'établit comme suit (détenus majeurs) : 1002 prévenus, 2242 inculpés et 1885 condamnés. La proportion condamnés / prévenus ou inculpés s'établit donc à 36,75% de condamnés pour 63,25% de prévenus ou inculpés.

EFFECTIF DES DETENUS (Juin 2019)																		
PRISONS	PREVENUS			CONDAMNES			INCULPES			Mineurs			ETRANGERS			TOTAL Général	Capacité d'accueil	Taux d'occupation
	HOM	FEM	TOTAL	HOM	FEM	TOTAL	HOM	FEM	TOTAL	Garçons	Filles	TOTAL	africains	non africains	TOTAL			
DAPAONG	88	1	89	14	1	15	123	4	127	0	0	0	16	0	16	231	126	183%
MANGO	59	0	59	130	0	130	50	3	53	0	0	0	29	0	29	242	286	85%
KANTE	2	0	2	19	0	19	20	2	22	0	0	0	0	0	0	43	55	78%
KARA	24	2	26	163	1	164	213	8	221	5	0	5	27	0	27	416	649	64%
BASSAR	16	0	16	44	0	44	41	2	43	0	0	0	14	0	14	103	54	191%
SOKODE	44	3	47	166	0	166	143	7	150	7	1	8	61	0	61	371	311	119%
ATAKPAME	59	0	59	196	0	196	142	6	148	8	0	8	70	0	70	411	152	270%
KPALIME	74	3	77	161	1	162	116	6	122	8	0	8	38	0	38	369	161	229%
NOTSE	38	0	38	90	1	91	78	2	80	3	0	3	51	0	51	212	56	379%
TSEVIE	72	1	73	97	2	99	126	4	130	3	0	3	28	0	28	305	56	545%
LOME	433	11	444	473	18	491	919	50	969	0	0	0	429	10	439	1904	666	286%
VOGAN	16	0	16	45	0	45	51	0	51	2	0	2	6	0	6	114	85	134%
ANEHO	54	2	56	260	3	263	123	3	126	3	0	3	47	0	47	448	196	229%
Brigade Min			0			0			0	23	0	23			0	23	28	82%
TOTAL	979	23	1002	1858	27	1885	2145	97	2242	62	1	63	816	10	826	5192	2881	180%

Les conditions de vie des personnes détenues demeurent précaires, et si aucun problème de sous-alimentation ou de malnutrition ne nous a été rapporté, on constatait en revanche une aggravation de l'état de santé des détenus (gale, paludisme, VIH).

S'agissant de nos bénévoles au sein des équipes-terrain, il convient de saluer, pour la plupart d'entre eux, le maintien de leur engagement, de leur motivation et de leur fidélité en dépit des efforts budgétaires imposés par les circonstances.

L'action des RP et du CN s'est attachée, au cours de l'année 2019, à sensibiliser, encourager et orienter les équipes-terrain vers des actions nouvelles, des projets pérennes, même modestes, en utilisant une méthodologie adaptée. L'objectif visé à travers la mobilisation de toutes les ressources locales étant, à terme, l'émergence d'une structure PRSF locale autonome.

Petit à petit, nos équipes terrain perçoivent qu'il leur appartient de développer des initiatives locales et de s'acheminer vers une plus grande autonomie en termes de moyens.

Au cours de l'année 2019, l'action de PRSF et ses moyens ont par ailleurs été recentrés en direction des publics les plus fragiles et des équipes terrain les plus performantes ou les plus motivées. Les réorganisations nécessaires ont été effectuées ou entreprises, tant en ce qui concerne le périmètre d'intervention de PRSF que la gestion des ressources humaines et l'affectation des dotations (dissolution de l'équipe terrain d'Anhero, changement de RT à Lomé, concentration des moyens sur la Brigade des mineurs et le quartier femmes de la Prison de Lomé, augmentation de la dotation trimestrielle de l'ET de la prison de Mango, dont l'effectif de détenus est passé en quelques mois de 90 à 242 détenus).

Les rencontres avec les membres de nos équipes-terrain ont également fait apparaître le besoin exprimé par ces derniers de multiplier les échanges entre l'ensemble des acteurs de PRSF. Tous sont très demandeurs de réunions, de séminaires de formation, d'outils de communication.

La nouvelle équipe de RP et le CN ont pris acte de l'expression de ce besoin et s'attachent à le satisfaire en favorisant les échanges. Le CN vient de créer un groupe de discussion WhatsApp permettant à chaque RT de rester connecté à l'ensemble des autres RT, du CN et des RP ; par ailleurs, nous nous appliquons à développer et faire connaître à chacun les autres outils de communication que sont le site INTERNET de PRSF et la page Facebook de PRSF.

Nous ajouterons enfin que nos bénévoles ont commencé à s'imprégner peu à peu des nouvelles

orientations prises par PRSF ; on note ainsi que la plupart des équipes ont désormais à cœur de présenter des projets locaux s'inscrivant dans une démarche de plus grande autonomie, et visant à un autofinancement des actions entreprises.

Evelyn Stachaczyk et Jean Berkani. Responsables pays

5 Les comptes annuels 2019

Le compte de résultat

Le compte de résultat est présenté par nature de charges et de produits conformément aux principes comptables. Les commentaires ci-dessous sont basés, comme les années précédentes sur une extraction analytique effectuée pour permettre l'élaboration du Compte Emplois Ressources, joint à ce rapport.

Il convient de rappeler en premier lieu, comme l'indiquait le Président dans son propos liminaire, qu'en dépit d'une diminution sensible des recettes, « *Nous avons tenu notre budget et comme prévu, la part affectée à l'Afrique atteint désormais 82,4%, tandis que celle consacrée aux charges du siège et à la communication a été ramenée à de plus justes proportions* ».

Les charges

Les « frais de personnel France » qui se composaient des salaires et des charges afférentes, passent de 43 549 € à 11 328 € du fait de la rupture conventionnelle dont a bénéficié la dernière arrivée, en charge de la comptabilité, soit une baisse de 75 % de ce poste.

Les « autres charges France » qui représentent les frais de fonctionnement de l'association, passent de 32.477€ à 39 496 €.

Il est en effet apparu opportun de veiller à l'amélioration des locaux avant de rechercher une éventuelle co-location (3.634€ d'installation d'un chauffe-eau et réfection des wc).

De plus, nous bénéficions des services d'une personne compétente qui prend en charge la comptabilité de PRSF. Les frais de cette prestation sont nettement moins élevés que la charge d'une salariée.

Les autres charges Afrique (hors projets) s'élevaient à 68 793€ en 2019 alors qu'ils étaient au niveau de 65.732€ en 2018).

Pour mémoire, les chiffres des années antérieures sont les suivants :

2018 = 65.732€, 2017 = 87.400€ ; 2016 = 90.288€).

Privée de salariés, PRSF n'a plus assez de force vive pour gérer les tâches courantes de l'association et répondre en même temps à des appels à projet.

La comparaison avec les années antérieures à 2018 doit prendre en compte la baisse décidée en début 2018 sur les dotations, les missions et les frais de coordination. C'était le choix imposé pour éviter la fermeture de PRSF.

Les projets du Burkina ont été arrêtés en 2018 comme ceux de l'UE au Benin et au Mali.

Charges sur financements obtenus :

Il est le seul engagement restant à finir (la première partie ayant été réalisée en 2019) sur la subvention de 300.000 € représente les dépenses restant à effectuer sur le projet C2D-Justice signé en juin 2018.

Les « charges exceptionnelles » enregistrent la dotation aux provisions (1.500€). Il a fallu assurer cette dépense (taxes d'inscription aux impôts ivoiriens) car elle n'a pas été évaluée au moment de l'élaboration du projet C2D.

Les produits

Depuis 2018, il n'y a plus d'aide sur salaires France, ces dernières ayant pris fin en 2017.

Après une chute brutale constatée en 2017, et poursuivie en 2018, les ressources collectées auprès du public ont augmenté en 2019, essentiellement grâce aux fondations.

Il faut souligner l'effort particulier de la fondation Rumsey Cartier en 2019 (26 000€), de la société DMI (10.000€) et de la fondation « Un Monde Par Tous » de 7 000€ et la Paroisse du gros Caillou pour 500€.

Pour mémoire, les chiffres sont les suivants :

162.580€ en 2016,

138.700€ en 2017,

130.198€ en 2018,

137.140€ en 2019.

Les dons prélevés restent stables 60 603€ en 2019 contre 60 322€ en 2018. Nous retrouvons cette stabilité et même une légère augmentation des autres dons (chèques et versements via Paypal).

Quant aux abandons de frais, ce poste a diminué car il y a eu moins de missions. Les années précédentes, les Responsables Pays procédaient à des abandons de frais sur les avances qui leur étaient consenties en début de mission. Aussi, la baisse du nombre de missions en 2019 a eu un impact sur le montant des abandons de dons faisant passer ce poste de 5.464€ à 1.789€.

En 2019, il n'y a pas eu d'autres recettes provenant de la rémunération de prestations de services effectuées par des experts PRSF.

En 2019 il n'y a pas eu de produit exceptionnel.

Les « produits financiers » sont de 472 euros en 2019.

L'exercice se solde par un résultat positif de 17 785€. Cette embellie n'est qu'une illusion car elle résulte du fait que certains Responsables Pays n'ont pu poursuivre leur mission du fait des problèmes de sécurité rencontrés, notamment au Mali.

On ne peut que souhaiter un retour rapide à une situation permettant la reprise des missions dans chacun des pays d'intervention de PRSF.

Les Coordinateurs ne cessent en effet de souligner combien les équipes terrain attendent avec impatience chaque rencontre avec les Responsables Pays.

Ces rencontres constituent en effet une source irremplaçable d'information, d'échanges, d'encouragement et d'enrichissement.

Ainsi que l'indiquait le Président dans son introduction, « *Malgré des moyens plus modestes, et grâce aux efforts de tous, membres du bureau, Responsables pays, Coordinateurs, membres des équipes terrain et donateurs, PRSF a pu poursuivre sa mission et se veut confiant dans l'avenir en dépit des incertitudes et des difficultés prévisibles pour l'année 2020* ».

Le bilan au 31 décembre 2019

Le total du bilan s'élève à 273 786€ au 31 décembre 2019 contre 381 396€ à la fin de l'année 2018.

L'actif

Les « immobilisations financières » 1.383€ représentent deux dépôts de garantie, auprès de Paris Habitat pour nos locaux de la rue des Amiraux.

Les « immobilisations corporelles » 0€ résultent de l'amortissement complet datant déjà de 2018 du véhicule acheté en Côte d'Ivoire (5.732€).

Le poste « débiteurs divers » est ramené à zéro comme en 2018.

Je rappelle qu'il était de 4912€ en 2017, montant qui représentait les sommes versées aux coordinations nationales africaines dans le cadre des opérations habituelles de financement des équipes-terrain et qui étaient en attente d'exécution ou de réception des justificatifs des dépenses.

En 2019 comme en 2018, tous les justificatifs des 7 pays sont remontés via les Responsables pays qui ont pris en charge cette remontée de documents et qui les ont contrôlés.

Le poste « subventions à recevoir » (174 745€) enregistre les engagements de subvention reçus (conventions signées) n'ayant pas encore fait l'objet de versement.

Les « instruments de trésorerie » s'élèvent à 96 385€ (contre 76 702€ en 2018). Ils permettent de placer en sécurité les fonds propres de l'association et les subventions reçues en instance d'utilisation.

Le montant de la caisse de PRSF s'élève à 1.073€ au 31 décembre 2019, modeste somme qui permet de faire face en urgence à une réparation ou un achat de fournitures....

Le passif

Le « report à nouveau » débiteur, d'un montant de 53 776€ représente le cumul des résultats des exercices précédents de notre association.

Le « résultat de l'exercice » se solde par un bénéfice de 17 785€ (contre un déficit en 2018 de 16 400€).

Les « fonds dédiés sur subventions » représentent le solde des fonds restant à engager sur les financements et subventions signés (subventions reçues et à recevoir). Ils s'élèvent à 194 189€. On trouvera le détail de ce poste au paragraphe 4 de l'annexe aux comptes de l'exercice.

Il n'y a plus de fonds dédiés sur dons manuels affectés reçus et non consommés (principalement pour le jardin de Conakry).

Les « provisions » inscrites au passif sont maintenues à 1 500€ au 31 décembre 2019 comme au 31 décembre 2018.

Annexe aux comptes de l'exercice 2019

Le paragraphe 1 de l'annexe rappelle d'une part les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes, et d'autre part les méthodes utilisées pour la comptabilisation des subventions et des dépenses réalisées ou à réaliser. Les autres paragraphes donnent des informations complémentaires sur certains postes du bilan et du compte de résultat.

Cette annexe donne également en paragraphe 9 une information (estimation qui n'a pas de caractère comptable) au sujet de la contribution du travail effectué par les bénévoles de l'association en France et en Afrique. Il paraît difficile d'évaluer cette donnée compte tenu de la diversité des pays et des engagements des bénévoles en Afrique comme en France.

On peut noter l'engagement des membres du bureau qui ont suppléé d'une part à l'absence des salariées (la dernière est partie au premier trimestre 2019). Elle a émarginé financièrement jusqu'en mars 2019 mais, en maladie, n'était pas présente au bureau. Il a donc fallu compenser cette absence en effectuant toutes les tâches administratives et comptables nécessaires à la bonne marche de l'association.

Donc en 2019, les bénévoles du bureau ont assumé le travail effectué par les deux anciennes salariées, engagement qui peut être chiffré aux environs d'une économie de 25 000€.

Le compte d'emploi des ressources fait partie intégrante de cette annexe. Le détail de son élaboration en est donné au paragraphe 11. Il en ressort la répartition suivante de l'utilisation des ressources collectées auprès du public :

Mission sociale 82,4 %

Frais de recherche de fonds 12,9 %

Frais de fonctionnement 4,7 %

6. Les soutiens de PRSF

Au titre de l'exercice 2019, PRSF a bénéficié de l'aide en nature ou en espèces de la part d'organismes, fondations ou entreprises diverses, que nous tenons tout particulièrement à remercier et notamment :

l'Union Européenne

ACAT

Rotary Paris

et, par ordre alphabétique :

l'aumônerie de la maison d'Arrêt de Saint Malo

l'entreprise Callivoire (RCI)

l'entreprise DMI

le Groupement d'aide aux réalisations pour le développement (Canada)

la fondation Rumsey Cartier

l'entreprise Uniwax (RCI)

la fondation Un monde par tous.

Nous remercions également les 420 donateurs individuels, constitués ou non en équipe-soutien, pour leur appui fidèle à l'activité de PRSF.

7. ...et PRSF en 2020

La pandémie déclarée en mars 2020 nous oblige à revoir tout notre fonctionnement

L'insécurité en de nombreux pays interdit aux responsables pays d'aller sur le terrain réduisant le nombre de missions.

De ce fait, nous avons mis en place plusieurs outils de communication :

- Un groupe Whatsapp pour les membres du bureau facilitant les échanges permettant une réactivité immédiate

- Un groupe Whatsap pour l'ensemble des coordinateurs qui s'échangent leurs expériences vécues dans leur pays respectif. Ce groupe fonctionne parfaitement et assure la cohésion de PRSF sur l'ensemble des pays
- La plupart des pays ont créé un groupe whatsapp intégrant les responsables pays, le coordinateur, et les responsables d'équipe terrain
- A partir de fin mai, mise en place de visio conférences avec chaque pays comprenant les responsables pays, le coordinateur, 1 ou 2 responsable équipe terrain, et les membres du bureau

Par ces moyens, nous associons beaucoup plus étroitement les responsables pays, les coordinateurs et les équipes terrain afin que chaque pays devienne plus autonome, comme nous le souhaitons.

Nous avons commencé à compenser nos faibles ressources financières par un développement de nos moyens, de nos réseaux et de nos savoir-faire dans chaque pays en trouvant des projets à réaliser en collaboration avec des ONG locales, ou d'autres partenaires associatifs ou institutionnels, et en donnant davantage de responsabilités aux coordinateurs, sous le contrôle vigilant des responsables pays.

Encourageons les équipe-terrain, comme elles ont commencé en 2019 à trouver des aides locales et des financements pour développer leurs activités au sein des prisons.

Aussi, face à la pandémie du Covid19, nous avons mis en place des Visio conférences avec l'ensemble des pays. Pour chaque Visio conférence, nous rassemblions 2 pays avec les coordinateurs, les responsables pays, et les membres du bureau, ce qui a permis de renforcer les liens entre le Nord et le Sud

Responsables pays, coordinateurs, responsables terrain, conjuguons nos efforts pour assurer le développement de PRSF, et l'année 2020 s'annoncera porteuse d'espérance.

PRSF EST PRÉSENT DANS LES PRISONS DE L'OUEST AFRICAIN DEPUIS 1995.

**LA PANDÉMIE, L'INSTABILITÉ POLITIQUE, DAESH BOULEVERSENT FORTEMENT NOTRE
MANIÈRE D'AGIR DANS LES PAYS. A NOUS DE NOUS ADAPTER POUR CONTINUER NOTRE
MISSION**

PRSF : POUR REDONNER ESPOIR ET DIGNITÉ AUX PRISONNIERS EN AFRIQUE